



REPUBLIQUE D'HAÏTI

*Ministère à la Condition Féminine
et aux Droits des Femmes
(MCFDF)*

BILAN

Janvier – Juin 2007

Juin 2007

TABLE DES MATIÈRES

1.	Mise en contexte	Page 3
2.	Les réalisations	Page 8
3.	Les perspectives	Page 19
4.	Annexe	Page 22
	- Matrice de la présentation des données à insérer dans le bilan gouvernemental	Page 18
	- Présentation du Bilan Financier du 1 ^{er} Octobre 2006 à Mai 2007	Page 29

1. Mise en contexte

A la lumière des grandes lignes d'orientation du gouvernement telles que définies dans l'Enoncé de la Politique Générale du 8 juin 2006, notamment la mise en œuvre d'une politique de réconciliation nationale et d'inclusion de tous les secteurs de la vie nationale, le MCFDF au cours de cette période a renforcé sa politique de transversalité. Cette dynamique a été guidée non seulement par les grandes lignes d'orientation du gouvernement mais également par les engagements internationaux et régionaux pris par l'Etat haïtien en matière de politiques publiques d'égalité des sexes.

Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes a enregistré pour cette période tant du côté des acteurs-trices étatiques que celui des acteurs-trices non étatiques le développement d'un intérêt tout à fait significatif pour la prise en compte de la problématique des rapports sociaux de sexe dans l'établissement d'un Etat de droit démocratique en Haïti. Ce grand intérêt s'est manifesté également pour l'intégration normative et systématique des femmes dans toutes les activités de la vie économique du pays.

C'est dans cette vision combien stratégique, en liaison avec la politique générale du Gouvernement, les engagements d'Haïti en matière des droits des femmes, et les grands axes du Plan d'Action Ministériel 2006-2007, qu'ont été programmées et exécutées les activités de la période janvier-juin 2007.

Axes d'orientation de Politiques Publiques	Actions prioritaires	Objectifs spécifiques	Population ciblée
1- Conception, développement et mise en place d'une politique d'égalité de sexes	<ul style="list-style-type: none"> Promotion de l'Analyse des rapports sociaux de sexe 	- S'assurer que toutes les politiques publiques, tous programmes et projets prennent en compte les rapports sociaux de sexe	Les Cadres des autres instances de l'Etat, des agences de coopération et d'organisations de développement
2- Renforcement de la capacité organisationnelle /institutionnelle du MCFDF	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la capacité institutionnelle en matière de communication 	- Doter le MCFDF de ressources humaines techniques, matérielles et logistiques adéquates lui permettant de mieux remplir sa mission.	Les cadres du MCFDF
	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des Coordinations Départementales 	- Renforcer la capacité d'intervention du Ministère dans les dix départements du pays en vue de remplir pleinement sa mission de	Les cadres du MCFDF

		transversalité et de conduire des politiques de condition féminine.	
	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation et Renforcement des Capacités des Ressources Humaines. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la capacité technique du ministère en vue d'exécuter ses programmes et projets. 	Les cadres du MCFDF
	<ul style="list-style-type: none"> Formation continue pour le personnel administratif et technique 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la capacité des cadres du ministère pour une meilleure appropriation de la mission et des actions du ministère. 	Les cadres du MCFDF
	<ul style="list-style-type: none"> Sécurisation du Ministère 	<ul style="list-style-type: none"> Doter le MCFDF de ressources matérielles adéquates lui permettant de mieux remplir sa mission 	Le personnel du MCFDF
	<ul style="list-style-type: none"> Construction d'une salle de conférence. 	<ul style="list-style-type: none"> Doter le MCFDF de ressources matérielles adéquates lui permettant de mieux remplir sa mission 	Le personnel du MCFDF
	<ul style="list-style-type: none"> Aménagement du bâtiment logeant l'administration et autres sections du Ministère 	<ul style="list-style-type: none"> Doter le MCFDF de ressources matérielles adéquates lui permettant de mieux remplir sa mission 	Le personnel du MCFDF
3- Contribution à la restauration de l'autorité de l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de mécanismes internes de lutte contre le laxisme, la gabegie administrative et la corruption 	<ul style="list-style-type: none"> Appliquer et faire appliquer les règlements internes, conformes à la loi sur la fonction publique. Mettre en place des mécanismes capables de prévenir, le laxisme, la négligence administrative et la corruption en vue de fournir le rendement nécessaire. 	Les cadres du MCFDF
4- Renforcement du rôle politique du MCFDF dans l'appareil d'Etat et établissement des rapports harmonieux avec les autres instances étatiques/entités gouvernementales et les organismes de coopération bilatérale et multilatérale	<ul style="list-style-type: none"> Suivi des relations interministérielles 	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la fonction transversale du MCFDF afin que toutes les politiques et les programmes publics intègrent la dimension genre 	<p>Les autres secteurs de l'Etat</p> <p>Le secteur éducatif en général</p> <p>Le gouvernement et les administrations publiques</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Consolidation des liens avec les points d'intersections 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les outils et mécanismes de promotion et d'implémentation du gendermainstreaming. 	Les instances étatiques
	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi des conventions internationales relatives aux droits des femmes engageant l'Etat haïtien 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la présence de l'Etat haïtien dans les espaces internationaux. - Respecter les engagements internationaux de l'Etat haïtien en matière des droits des femmes 	Les populations haïtiennes
	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des échanges et concertation avec les Associations et Organisations de femmes 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le pouvoir collectif des femmes 	Les organisations de femmes et les institutions d'appui
5- Amélioration des situations des femmes.	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer pour la réduction et la féminisation de la pauvreté. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la situation de pauvreté des familles haïtiennes en augmentant les revenus des femmes. - Contribuer à la réforme globale de l'assistance sociale. 	Les femmes des quartiers pauvres ruraux et urbains
6- Promotion et défense des droits des femmes	<p style="text-align: center;">Au niveau de l'éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer pour le maintien des filles dans le système scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Redresser les torts faits aux fillettes par la mise en œuvre d'une politique de lutte contre la discrimination à l'égard des filles. 	Les filles et fillettes en âge de scolarisation
	<ul style="list-style-type: none"> • Programme d'intégration des femmes dans les métiers non traditionnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Redresser les torts faits aux femmes et aux fillettes par la mise en œuvre d'une politique de lutte contre la discrimination à l'égard des femmes. 	Les filles et les femmes
	<ul style="list-style-type: none"> • Contribution au financement de la rentrée scolaire des fillettes en difficultés socio-économiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Alléger le sort des familles monoparentales à cheffe féminine 	Les filles et fillettes en âge de scolarisation
	<p style="text-align: center;">Au niveau de la Justice</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la 	Les populations

<ul style="list-style-type: none"> Transformation en lois des avant-projets du MCFDF 	<p>condition féminine en proposant des révisions dans la législation haïtienne au regard de la discrimination à l'égard des femmes.</p>	<p>haïtiennes</p>
<ul style="list-style-type: none"> Suivi avec le Parlement 	<ul style="list-style-type: none"> Maintenir des relations harmonieuses entre les pouvoirs de l'Etat. 	<p>Les Parlementaires</p>
<ul style="list-style-type: none"> Programme d'Assistance légale pour les victimes de violence 	<ul style="list-style-type: none"> Accompagner les femmes survivantes de violence 	<p>Femmes victimes de violence</p>
<p>Au niveau de la santé</p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la capacité des Directions Départementales dans le domaine de la santé 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la capacité d'intervention du Ministère dans l'accompagnement des femmes et dans la mise en œuvre de sa politique transversale dans les politiques publiques de santé. 	<p>Les cadres des Coordinations Départementales</p>
<ul style="list-style-type: none"> Programme National de dépistage du cancer de sein et du col de l'utérus 	<ul style="list-style-type: none"> Développer une synergie avec le MSPP en vue d'une meilleure intégration des politiques publiques de santé. 	<p>Les femmes</p>
<p>Au niveau social et économique</p> <ul style="list-style-type: none"> Programme de protection des fillettes dans les rues victimes de l'exploitation sexuelle 	<ul style="list-style-type: none"> Lutter contre les violences spécifiques faites aux fillettes en proposant des programmes de protection et d'intégration sociale. 	<p>Les filles et fillettes des rues et des quartiers marginalisés</p>
<ul style="list-style-type: none"> Programme de Valorisation de l'apport social des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> Valoriser l'apport social des femmes. Promouvoir des attitudes non sexistes. 	<p>Les populations haïtiennes</p>
<p>Au niveau de la violence faite aux femmes</p> <ul style="list-style-type: none"> Opérationnalisation du Plan National de lutte contre les 	<ul style="list-style-type: none"> Redresser les torts faits aux femmes Mettre en place un programme 	<ul style="list-style-type: none"> Les Femmes victimes de violences Le Personnel soignant et des

	Violences spécifiques faites aux femmes	d'attention pluridisciplinaire pour les femmes et filles victimes de violences spécifiques	<p>systèmes policiers et judiciaires</p> <ul style="list-style-type: none"> o Les Organisations de femmes, o Les Organisations du secteur de la santé
	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du leadership du MCFDF au niveau de la Concertation Nationale 	- Assurer la fonction transversale du MCFDF afin que toutes les politiques et tous les programmes/projets venant des entités étatiques et non étatiques nationales/internationales intègrent la dimension genre.	Les acteurs étatiques et non étatiques nationaux/internationaux
	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place des réseaux départementaux de l'accompagnement des femmes 	- Renforcer la capacité organisationnelle des organisations de femmes en vue d'une meilleure participation dans la mise en œuvre et l'observation des politiques publiques de condition féminine.	Les organisations de femmes
7- Renforcement des organisations de femmes	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des réseaux de femmes. 	- Renforcer la capacité organisationnelle des organisations de femmes en vue d'une meilleure participation dans la mise en œuvre et l'observation des politiques publiques de condition féminine.	Les Organisations de femmes
	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement et encadrement pour l'élaboration de projet et la recherche de financement 	- Renforcer la capacité organisationnelle des organisations de femmes en vue d'une meilleure gestion de leurs organisations.	Organisations de femmes

8- Sensibilisation et éducation des populations	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne d'éducation et de sensibilisation sur les droits des femmes et les comportements non sexistes 	- Promouvoir des attitudes non sexistes pour une société égalitaire.	Les populations haïtiennes.
	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne de sensibilisation sur le travail des travailleuses domestiques 	- Améliorer la condition féminine en proposant des révisions dans la législation haïtienne au regard de la discrimination à l'égard des femmes.	Les travailleuses domestiques Les populations haïtiennes en général

2. Les réalisations pour la période

La pertinence et la cohérence des actions ont permis au MCFDF de réaliser au cours de cette période toute une série d'activités visant le renforcement de la capacité d'intervention de ses différentes structures, l'application de sa politique transversale, l'accès aux populations à des programmes de sensibilisation en matière des droits des femmes et l'orientation des femmes victimes de violence vers des institutions d'accompagnement légal et psycho-médical. Ainsi, sans une évaluation systématique de ses politiques publiques, l'efficacité des réalisations pour la période a permis au Ministère d'enregistrer dans une certaine mesure quelques éléments d'impacts sur les différentes populations ciblées.

Axes	Actions prioritaires	Réalisations	Résultats	Impact
1	Promotion de l'Analyse des rapports sociaux de sexe	<ul style="list-style-type: none"> • La Production et la diffusion de Kit sur l'importance de la généralisation de l'Analyse selon le genre, l'ACS et le rôle transversal du MCFDF en février 2007 ; • La réalisation d'un atelier de vulgarisation sur des données sur le Genre, le 11 mai 2007 à l'Institut Haïtien de l'Enfance, 	<p>Les acteurs étatiques et non étatiques et le public en général intéressé à la question du genre, disposent d'un instrument de recherche et d'orientation de leurs interventions ou de leurs travaux quelconque sur le genre.</p> <p>Les acteurs étatiques et non étatiques disposent d'un outil technique leur permettant de procéder à leur propre</p>	<p>Une tendance vers l'adoption de la dimension genre dans les documents de projets/programmes des acteurs étatiques/non étatiques et dans les articles de journaux de la place.</p> <p>Une meilleure compréhension de la politique transversale du Ministère par les acteurs étatiques et non étatiques</p>

			analyse de la dimension genre dans leurs documents de politiques, de projets et de programmes.	notamment l'application du quota de 30% dans les opportunités d'emploi et la question du respect de la parité dans certaines activités de formation.
2	Renforcement de la capacité institutionnelle en matière de communication.	La mise en place en février 2007 d'un Site Internet permettant aux Haïtiens-nes de bien cerner et comprendre l'action gouvernementale dans le domaine de la condition féminine.	<ul style="list-style-type: none"> - Les populations haïtiennes vivant tant en Haïti qu'à l'étranger sont informées régulièrement de la politique du gouvernement et du Ministère en matière de condition féminine. - La disponibilité des informations relatives aux droits des femmes telles la politique du Ministère et les Conventions engageant l'Etat haïtien en matière des droits des femmes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une prise en compte de la problématique du genre et des conséquences des violences spécifiques faites aux femmes. - Une tendance vers l'adoption de discours tenant compte de la dimension genre au niveau du discours de certains acteurs étatiques/non étatiques et des médias en général.
	Renforcement des Coordinations Départementales.	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation à Fanny Villa les 27 et 28 avril 2007 d'un Atelier-focus group autour de l'application de l'ACS à l'adresse des employées des Bureaux Départementaux /(BD) ; 	Les cadres des Bureaux Départementaux sont aptes à l'utilisation et à la vulgarisation de l'ACS au niveau des bureaux départementaux.	<ul style="list-style-type: none"> - Une tendance vers le renforcement de la capacité technique des cadres des Bureaux Départementaux en matière de l'ACS. - Une tendance vers l'accroissement de la transversalité du Ministère.
	Augmentation et renforcement des Capacités des Ressources Humaines.	<p>Le recrutement d'un Consultant juridique en mars 2007.</p> <p>Le recrutement d'un Consultant en Informatique</p> <p>La promotion de deux cadres femmes à la comptabilité.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La mise à jour du réseau informatique du Ministère. - Le respect de la politique étatique de promotion et de carrière dans l'Administration publique haïtienne. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une tendance vers la protection des matériels informatiques du Ministère. - Une tendance vers la réduction des défaillances informatiques

			<p>pouvant affecter le travail des employés et le respect des échéances par le MCFDF en matière de production et de soumission de documents/dossiers techniques.</p> <p>- Une tendance vers la motivation au travail des autres employés-es/ cadres du Ministère.</p>	
Formation continue pour le personnel administratif et technique.	<ul style="list-style-type: none"> La réalisation d'un atelier de travail sur la planification stratégique en janvier 2007 	La capacité de planification, et de gestion des cadres du bureau central et des bureaux départementaux, est renforcée.	Une tendance vers l'adoption d'une meilleure d'exécuter les tâches, de planifier et d'exécuter les activités programmes, et vers la présentation des rapports.	
Sécurisation du Ministère.	<ul style="list-style-type: none"> La reconstruction de la clôture du Ministère 	La création d'un environnement sécuritaire de travail	Une tendance vers la projection d'une nouvelle image des institutions publiques.	
Aménagement d'une salle de formation.	<ul style="list-style-type: none"> L'aménagement de la salle de formation en cours d'exécution. 	La réduction des coûts de location de salle pour la tenue des séances de formation..	Une tendance vers la mise en place d'un meilleur environnement de travail.	
Aménagement du bâtiment logeant l'administration et autres sections du Ministère.	<ul style="list-style-type: none"> La réalisation d'une Etude de faisabilité 	Création d'un cadre de travail adéquat	Une tendance vers la mise en place d'un meilleur environnement de travail.	
3	Mise en place de mécanismes internes de lutte contre le laxisme, la gabegie administrative et la corruption.	<ul style="list-style-type: none"> L'adoption de mesures administratives visant la remise de rapports d'activités chaque 25 du mois. 	La mise à jour des rapports mensuels et bilan du Ministère.	Une tendance vers l'efficacité des cadres dans le travail notamment dans la production de rapports et autres documents techniques.

4	Suivi des relations interministérielles.	<ul style="list-style-type: none"> • La réalisation d'une rencontre de travail avec le MSPP sur l'élaboration du Plan Stratégique National Multisectoriel sur le VIH/SIDA en janvier 2007. • La réalisation d'une rencontre de travail le 27 février 2007 avec le Comité Interministériel dans le cadre du Protocole de Collaboration avec le MENFP sur une proposition de calendrier annuel d'activités conjointes ; • La réalisation de plusieurs rencontres de travail avec la Commission Interministérielle des Affaires législatives en mars 2007 ; • La réalisation d'une séance de travail avec le Ministre de la Culture en vue de lui faire part de la campagne contre les stéréotypes sexuels durant le Carnaval 2007. 	L'établissement d'un Protocole d' Accord entre le MCFDF et le MCC.	Une tendance vers le développement de synergie entre les différents ministères sectoriels autour des politiques publiques de condition féminine.
	Consolidation des liens avec les points d'intersections	<ul style="list-style-type: none"> • La mise en place de mécanismes devant rendre opérationnel le Réseau de points d'intersection genre de l'Administration publique en mars 2007; • La participation du Ministère aux séances de travail tenues au MARNDR, comme Membre du Comité national de sélection des candidats-es pour l'octroi de prix dans le secteur agricole et de la participation de femmes dans le développement 	<p>La structuration des points d'intersection genre au sein des ministères de janvier 2007 à date ;</p> <p>Le développement de relations avec des cadres féminines du MARNDR pour la prise en compte de l'ACS dans leurs actions ponctuelles et ou stratégiques ;</p>	Une tendance vers le renforcement des points d'intersection genre au sein des différents ministères sectoriels.

	<p>rural ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • La réalisation d'une rencontre d'échanges-débats avec des cadres du Ministère de l'Agriculture sur l'ACS ; 		
<p>Suivi des conventions internationales relatives aux droits des femmes engageant l'Etat haïtien</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La représentation de l'Etat haïtien via la Ministre à la 51^{ème} Session de la Commission de la Condition Féminine au siège des Nations Unies à New York le 6 mars 2007 ; • La Représentation du Ministère à l'Assemblée de la Commission Interaméricaine des femmes (CIM), tenue au Siège de l'OEA à Washington les 19 et 20 avril 2007 ; • La Représentation du Ministère à la réunion de préparation de l'Assemblée des Femmes de l'Amérique Latine et de la Caraïbe (CEPALC), le 17 mai 2007 à Antigua. • La réalisation d'un Atelier de travail sur la convention Belém Do Para et les mécanismes de la CIDH en janvier 2007 ; • La réalisation d'une rencontre avec la Consultante Nationale sur le dossier de CEDAW autour du processus d'élaboration du rapport sur l'application de la Convention ; 	<p>- La présentation des avancées faites par le gouvernement en politique de condition féminine par rapport aux engagements internationaux et régionaux de l'Etat haïtien en matière de droits des femmes.</p> <p>- Le renforcement de la capacité des cadres dans le Suivi et la production de rapport sur la Convention CEDAW.</p> <p>- La formation d'un comité de pilotage composé de la DG, des Directrices Techniques et de la Consultante Nationale chargé de l'élaboration du Rapport dont la date de remise est fixée au mois de mars 2008 ;</p>	<p>Une appréciation positive des actions gouvernementales en matière de condition féminine par la communauté internationale à travers les institutions de défense des droits des femmes dans le système des Nations Unies et de l'OEA.</p>
<p>Renforcement des échanges et concertation avec les Associations et Organisations de femmes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La réalisation de travaux préparatifs à la mise en place, avec la participation des 	<p>- Le développement de la capacité de la population féminine à travers les</p>	<p>- La population féminine à travers les organisations de femmes s'approprie</p>

		<p>organisations de femmes des dix départements, du Conseil Consultatif, devant l'accompagner dans l'évaluation et suivi des politiques publiques, conformément à la loi organique en janvier 2007 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • La réalisation d'un Atelier bilan de la Concertation nationale contre la violence faite aux femmes les 27-28 mars. 	<p>organisations de femmes à s'impliquer dans l'évaluation des politiques publiques du Ministère ;</p> <p>- L'élaboration de Charte de fonctionnement pour la Concertation Nationale contre la violence faite aux femmes.</p>	<p>les politiques publiques définies et mises en œuvre par le Ministère en matière de condition féminine ;</p> <p>- Une tendance vers l'institutionnalisation de la Concertation Nationale.</p>
5	Plaidoyer pour la réduction et la féminisation de la pauvreté.	La réalisation d'une rencontre de travail avec l'une des cadres de la Direction de de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire sur les possibilités de développer un partenariat pour la mise en oeuvre du « Projet d'allègement de la pauvreté des femmes »	La soumission d'une proposition financière de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire relative au montage des entreprises de poules au profit des organisations de des Départements de l'Ouest, de l'Artibonite et du Nord-Ouest.	Une tendance vers le renforcement des relations interministères sectoriels dans la conduite de projets/programmes relatifs aux politiques publiques de condition féminine
6	Au niveau de l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> • La signature le 16 janvier 2007 d'un Protocole de Collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) relatif à la lutte contre les discriminations à l'égard des filles dans le milieu scolaire. 	La mise sur pied, le 15 février 2007, du Comité Interministériel prévu dans le Protocole de Collaboration avec le MENF.	Développement d'une synergie entre les deux ministères en vue d'actions coordonnées contre la discrimination à l'égard des filles dans le milieu scolaire.
	Programme d'intégration des femmes dans les métiers non traditionnels	<ul style="list-style-type: none"> • Le suivi avec l'Institut National à la Formation Professionnelle (INFP) sur le projet de la formation professionnelle relative au quota des femmes et de leur présence dans des filières non traditionnelles en janvier 2007; 	Le renforcement en mars 2007 du Partenariat avec l'Institut National de Formation Professionnelle sur l'intégration des femmes dans les filières traditionnellement réservées aux hommes.	Une prise en compte systématique par l'INFP de la problématique d'intégration des femmes dans les filières traditionnellement réservées aux hommes.

Contribution au financement de la rentrée scolaire des fillettes en difficultés socio-économiques.	<ul style="list-style-type: none"> • L'établissement d'un Partenariat avec le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle en janvier 2007. 	La constitution d'un Comité Interministériel travaillant sur la mise en oeuvre du partenariat.	Une prise en compte de la problématique des fillettes en difficultés socio-économiques par le MENFP.
<p>Au niveau de la Justice</p> <p>Transformation en lois des avant-projets du MCFDF</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La transmission au Parlement haïtien du Menu législatif contenant trois projets de loi : <ul style="list-style-type: none"> - Le travail domestique. - Le plaçage. - La filiation (paternité responsable). 	L'inscription du Menu Législatif dans l'Agenda Parlementaire pour analyse et mise au vote éventuellement.	Une tendance vers une appréciation de la politique du gouvernement et du Ministère en matière de condition féminine.
Suivi avec le Parlement	<ul style="list-style-type: none"> • La transmission du Menu Législatif du Ministère, le 13 mars 2007, aux parlementaires. 	La prise de connaissance du contenu du menu par les parlementaires notamment la Commission Parlementaire des Droits des Femmes.	Une tendance vers une prise en compte par les parlementaires des politiques publiques du Ministère en matière de législation sur la condition des femmes.
Programme d'Assistance légale pour les victimes de violence	<ul style="list-style-type: none"> • L'orientation de 308 victimes vers les institutions de prise en charge intégrale de la violence spécifique faite aux femmes au niveau des dix départements de janvier à date; • La réalisation d'une rencontre-échange des femmes des quartiers en difficulté (Grand Ravine, Cité Soleil, Delmas 2) avec l'auteure des Monologues du Vagin, Eve ENSLER. 	<p>L'accompagnement légal et psycho-médical des femmes victimes de violence par les institutions de prise en charge.</p> <p>La mobilisation de fonds par la Fondation « VDAYS » pour la mise en place d'un Centre d'Hébergement des femmes victimes de violence.</p>	Une tendance vers la Réhabilitation et la Réinsertion Sociale des femmes victimes de violence.
<p>Au niveau de la santé</p> <p>Renforcement de la capacité des Directions Départementales dans le domaine de la santé</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La réalisation de deux séances de sensibilisation avec les cadres des Coordinations Départementales. 	Le renforcement de leur capacité d'intervention dans le domaine en terme de suivi de la transversalité.	Une tendance vers la diversité d'intervention des Coordinations Départementales en matière de l'application de la transversalité du

			Ministère.
Programme National de dépistage du cancer du sein et du col de l'utérus	<ul style="list-style-type: none"> • La réalisation de deux séances de sensibilisation sur les Cancers du Sein et de l'Utérus en partenariat avec des Organisations de Femmes. 	Le développement d'un partenariat actif avec les organisations de femmes dans ce domaine.	<ul style="list-style-type: none"> - Une tendance vers la prise en compte systématique de la santé des femmes. - Une sensibilisation du MSSP sur la problématique des maladies affectant la santé des femmes.
<p>Au niveau social et économique</p> <p>Programme de protection des fillettes dans les rues victimes de l'exploitation sexuelle.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le développement d'un Partenariat avec le MAST pour la protection des fillettes dans les rues. 	L'établissement d'un Protocole est en cours.	Une tendance vers la reconnaissance des ministères sectoriels de la nécessité de coordonner leurs actions vers une meilleure prise en compte de la problématique des droits des femmes.
Programme de Valorisation de l'apport social des femmes	<ul style="list-style-type: none"> • La Commémoration de la Journée Internationale des femmes le 8 mars 2007 ; • L'appui du Ministère au lancement de la revue « Anayizz », magazine internationale traitant de tous les aspects de la vie des femmes haïtiennes; • La commémoration de la Journée Nationale du Mouvement des Femmes le 3 avril. • L'organisation d'une cérémonie d'hommage à Catherine Flon, le 16 mai 2007 dans le cadre de la célébration de la Fête du Drapeau. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'exposition dans les dix Départements d'œuvres artistiques des femmes haïtiennes au Musée d'Art Haïtien ; - La réalisation d'un Gala au Ministère de la Culture et de la Communication (MCC) - La Promotion des œuvres littéraires des femmes haïtiennes au niveau des dix départements en partenariat avec les Centres de Lecture et d'Animation Culturelle du MCC, Bibliothèque Nationale, Librairies et Maisons d'Édition, et des Alliances françaises ; - La tenue d'une rencontre de la 	<ul style="list-style-type: none"> - Une meilleure appréciation par le public de l'apport social et historique des femmes. - Une tendance vers le renforcement de la cohésion des organisations de femmes dans la reconnaissance de l'apport social des femmes.

		<p>Ministre avec les organisations des femmes de la Cité Soleil et de Simon-Pelé, le 11 mars 2007, dans le cadre de la commémoration du 8 mars ;</p> <p>- Cinq représentations des monologues du vagin dont une au Cap-Haitien et quatre à Focal ont été réalisées ;</p> <p>- La tenue d'une cérémonie en l'honneur de Catherine Flon sur la Place de Catherine Flon au Champ de Mars.</p>	
Promotion de l'entreprenariat féminin	<ul style="list-style-type: none"> • La distribution de machinse à coudre aux organisations de femmes à partir d'un don reçu de la Chine Continentale en mai 2007 • La distribution d'outils agricoles aux députés pour les organisations de femmes paysannes de leur circonscription à partir d'un don reçu de la Chine Continentale en mai 2007 	<p>Le montage de petites entreprises de couture.</p> <p>L'intégration et la valorisation du travail des femmes dans la production agricole</p>	<p>Une tendance vers le pouvoir productif et économique des femmes.</p>
<p>Au niveau de la violence faite aux femmes</p> <p>Opérationnalisation du Plan National de lutte contre les Violences spécifiques faites aux femmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La publication selon le Protocole établi entre les trois (3) Ministères et le Ministère de la Justice, le 18 janvier 2007 d'un Mémoire du MSPP sur l'obligation faite aux médecins travaillant dans les centres et hôpitaux publics et privés d'octroyer gratuitement un certificat médical aux 		<p>Une prise en compte normative de la problématique des violences spécifiques faites aux femmes en particulier par les juges.</p> <p>- Une tendance vers la satisfaction des femmes et des</p>

		<p>femmes victimes de violence ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • La publication selon ce même Protocole, le 8 février 2007 d'une circulaire du MJSP enjoignant les magistrats à accepter tout certificat médical émanant d'un médecin qualifié, des centres, hôpitaux publics et privés ; • La présentation au Ministère des résultats de l'étude sur les violences spécifiques faites aux femmes en mars 2007 ; • La réalisation d'un Atelier de restitution avec les Coordonnatrices (Ouest, Sud Est, Nord Est) des résultats de l'étude sur les violences spécifiques faites aux femmes; • La réalisation d'un Atelier de mise en réseau des acteurs et actrices impliqués-es dans la prise en charge des victimes de violence autour des commissariats de Delmas et de Fort National, le 1^{er} mars) ; 	<p>La tenue d'une rencontre de travail avec les Juges et les Commissaires de Gouvernement sur la circulaire du MJSP ;</p> <p>La mise en oeuvre d'actions coordonnées des acteurs étatiques et non étatiques impliqués dans la prise en charge des victimes de violence.</p>	<p>organisations de femmes quant à la prise en compte juridique des actes de violence faite aux femmes</p> <p>- Le verdict du tribunal du Cap-haïtien condamnant un violeur à dix ans de réclusion à partir du décret du 11 août 2005.</p> <p>Une tendance vers la systématisation de l'accompagnement des femmes victimes de violence.</p>
7	Renforcement des réseaux de femmes.	<ul style="list-style-type: none"> • La réalisation d'une rencontre de travail avec les organisations de femmes d'Aquin et des environs le 29 janvier 2007 ; • La réalisation d'une rencontre de travail avec les femmes marchandes du marché principal de la ville des Cayes en mars 2007 ; 	<p>Le renforcement des liens entre les organisations de femmes de la commune.</p> <p>Le développement des liens de solidarité entre les marchandes</p>	<p>Une tendance vers la recherche de cohésion dans leurs actions.</p> <p>Une tendance vers le développement organisationnel.</p>

	Accompagnement et encadrement pour l'élaboration de projet et la recherche de financement	<ul style="list-style-type: none"> • L'accompagnement d'un groupe de marchandes pour la construction d'un marché à Anse à Pitre de janvier 2007 à date ; • L'accompagnement d'un groupe de femmes des quartiers difficiles dans l'élaboration d'une proposition pour la paix. 	L'implication du Groupe d'Appui aux Réfugiés et Rapatriés haïtiens	Une tendance des marchandes vers la reconnaissance de la prise en compte de leurs problèmes
8	Campagne d'éducation et de sensibilisation sur les droits des femmes et les comportements non sexistes.	<ul style="list-style-type: none"> • La réalisation d'une campagne de sensibilisation sur les droits des femmes et contre les stéréotypes sexuels au cours de la période carnavalesque au niveau des dix départements (diffusion de spots et distribution de maillots aux organisations de femmes) ; 	<ul style="list-style-type: none"> - L'élaboration de critères et participation de sélection au concours de bandes à pied ; - La surveillance active du MCFDF contre le harcèlement à l'égard des reines ; - La diffusion de spots ; - La distribution de maillots, de bracelets aux organisations des dix départements) ; - La Productions de matériels d'éducation et de sensibilisation (texte sur la pornographie, maillots, affiches géantes) - La présence visible du MCFDF au carnaval à travers la construction d'un stand ; - Appui à la campagne de sensibilisation contre la violence réalisée par l'Association des Cinéastes haïtiens, 	<ul style="list-style-type: none"> - Une tendance vers la prise de conscience de la problématique des droits des femmes et des stéréotypes sexuels par le public. - Une tendance vers l'adoption de comportements sociaux non sexistes.

3. Les perspectives

- L'achèvement de l'aménagement en cours de la salle de formation.
- L'aménagement du bâtiment logeant l'administration et autres sections du Ministère.
- La poursuite de production de matériels de sensibilisation et de formation sur l'ACS
- La poursuite de l'accompagnement des femmes victimes de violence et des personnes en situation socio-économique précaire.
- L'accompagnement des femmes en situation de prostitution.
- L'opérationnalisation du projet d'investissement public d'Allègement de la Pauvreté des Femmes en montage d'entreprise de pondeuse.
- L'élargissement du Projet d'Allègement de la Pauvreté aux dix Départements du pays.
- La mise en œuvre du Projet de femmes éleveuses dans les filières de production animale avec l'appui de VETERIMED.
- La poursuite de l'organisation d'atelier de vulgarisation sur les indicateurs de genre à l'intention des cadres de l'Administration publique.
- La poursuite de la mise à jour et de sécurisation du réseau informatique du Ministère
- La mise en place de l'Unité juridique.
- **Le recrutement de 2 cadres juridiques** pour l'opérationnalisation de l'Unité Juridique.
- La poursuite de la mise en jour du web site du Ministère.
- La mise en place de l'Unité d'Etudes et de Programmation (UEP).

- **Le recrutement de 3 cadres techniques** pour l'opérationnalisation de l'UEP.
- La poursuite de la formation des cadres du Bureau Central et des Coordinations Départementales du Ministère.
- L'évaluation et la réorganisation du système administratif et comptable du Ministère.
- **Le recrutement d'1 ressource** à la Direction de Promotion et de Défense des Droits des Femmes (DPDDF)
- La poursuite de l'organisation des ateliers de renforcement de la capacité des Coordinations Départementales en ACS.
- La poursuite du Suivi des Conventions internationales et régionales engageant l'Etat haïtien en matière des droits des femmes
- La représentation du Ministère via son Experte nationale à la réunion des Expertes de la CIM du suivi de la Convention sur l'Elimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Convention Bélem Do Para) dont Haïti est Etat partie en juin 2007.
- La poursuite de l'opérationnalisation du Plan National de lutte contre la violence
- Le renforcement de la capacité de la table de concertation
- La mise en place du projet d'Hébergement pour les femmes victimes de violence.
- La poursuite des activités relatives à l'élaboration du Plan Stratégique de lutte contre le cancer du col de l'utérus.
- La mise en œuvre dans les dix Départements d'une campagne de vulgarisation de l'étude sur les violences spécifiques faites aux femmes.
- La mise en œuvre dans les dix Départements d'une campagne de vulgarisation du Mémoire et de la Circulaire relative à la gratuité du Certificat médical.
- L'organisation d'un atelier de formation sur les stéréotypes sexuels.

- L'élaboration et la signature d'un Pacte d'engagement pour l'application des principes d'égalité des sexes dans le milieu scolaire haïtien.
- La mise en œuvre dans les dix Départements d'une campagne de vulgarisation des projets de loi contenant dans le menu législatif en cas de vote du parlement.
- La mise en place d'un Observatoire de la Parité.
- La poursuite de campagne de valorisation de l'apport social et historique des femmes haïtiennes.
- La mise en oeuvre de programme d'été de sensibilisation sur les droits des femmes et les stéréotypes sexuels à l'endroit des jeunes dans les dix Départements.
- La poursuite de la campagne de sensibilisation sur les droits des femmes dans les dix Départements.

ANNEXE

Matrice de présentation des données nécessaires à la préparation du bilan des activités du
Gouvernement pour la période janvier / juin 2007 (Forme pri/bag)

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
1. Renforcement de la capacité organisationnelle /institutionnelle du MCFDF					
➤Sécurisation du Ministère	<ul style="list-style-type: none"> • La reconstruction de la clôture du Ministère 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Une tendance vers la projection d'un nouvel image des institutions publiques 	Gdes 1,249,845.00	Trésor Public	
➤ Construction d'une salle de formation.	<ul style="list-style-type: none"> • Les travaux d'aménagement de la salle de formation sont en cours d'exécution 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Une tendance vers la mise en place d'un meilleur environnement de travail 	Gdes 837,524,40.00 (représentant un versement de 75% du montant global du contrat de 1,116,698.20 Gdes)	Trésor Public	L'achèvement de l'aménagement en cours de la salle de formation
○ Aménagement du bâtiment logeant l'administration et autres sections du Ministère.	<ul style="list-style-type: none"> • La réalisation d'une Etude de faisabilité 	<ul style="list-style-type: none"> ○ Une tendance vers la mise en place d'un meilleur environnement de travail 	Gdes 174,375.00 (représentant un versement de 50% du montant global du contrat.	Coopération externe	Recherche de financement / mobilisation de fonds.

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
<p>➤ Organisation d'un atelier de travail sur la planification stratégique au profit des cadres du ministère</p>	<p>La tenue de l'atelier de travail sur la planification stratégique en janvier 2007</p>	<p>Une tendance vers l'adoption d'une meilleure façon d'exécuter les tâches, de planifier et d'exécuter les activités programmes, et vers la présentation des rapports</p>	<p>Gdes 21,000.00</p>	<p>Trésor Public</p>	<p>- La mise en place de l'Unité d'Etudes et de Programmation (UEP)</p> <p>Le recrutement de 3 cadres techniques pour l'opérationnalisation de l'UEP</p> <p>- La poursuite de la formation des cadres du Bureau central et des Coordinations Départementales du Ministère</p> <p>- L'évaluation et la réorganisation du système administratif et comptable du Ministère</p>

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
<p>➤ Recrutement d'un-e Consultant-e juridique</p>	<p>Une consultante juridique est recrutée en mars 2007</p> <p>Les dossiers demandant un traitement juridique du Ministère sont mis à jour</p>	<p>Une tendance vers la régularisation du traitement des dossiers juridiques du ministère</p>	<p>Gdes 67,500.00</p>	<p>Trésor Public</p>	<p>Le recrutement de 2 cadres juridiques pour l'opérationnalisation de l'Unité Juridique</p>
<p>➤ Recrutement d'un-e Consultant-e en informatique pour la mise à jour du réseau informatique du Ministère</p>	<p>Un consultant en informatique est recruté en mars 2007.</p> <p>Le réseau informatique du Ministère est à jour</p>	<p>Une tendance vers la protection des matériels informatiques du ministère</p> <p>Une tendance vers la réduction des défaillances informatiques pouvant affecter le travail des employés-es et le respect des échéances par le MCFDF en matière de production et de soumission de documents/dossiers techniques</p>	<p>Gdes 120,000.00</p>	<p>Trésor Public</p>	<p>La poursuite des activités d'entretien du parc informatique</p>

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
2.- Promotion de l'Analyse des rapports sociaux de sexe / prise en compte des rapports sociaux de sexe dans les politiques et programmes publics					
➤ Développement et diffusion d'outils	<ul style="list-style-type: none"> La Production et la diffusion de Kit et de dépliant sur l'importance de la généralisation de l'Analyse selon le genre, l'ACS et le rôle transversal du MCFDF en février 2007 	<ul style="list-style-type: none"> Une tendance vers l'adoption de la dimension du genre dans les documents de projets/programmes par les acteurs étatiques/non étatiques et dans les articles de journaux de la place ; Une meilleure compréhension de la politique transversale du Ministère. 	Gdes 40,000.00	Coopération externe	La reproduction et la poursuite de la diffusion des outils produits
➤ Organisation d'un atelier de vulgarisation des données sur le Genre, le 11 mai à l'Institut Haïtien de Enfance	La tenue d'un atelier de vulgarisation des données sur le Genre, le 11 mai à l'Institut Haïtien de Enfance	<p>Une tendance vers l'adoption de la dimension du genre dans les documents de projets/programmes par les acteurs étatiques/non étatiques et dans les articles de journaux de la place.</p> <p>Une meilleure compréhension de la politique transversale du Ministère.</p>	Mobilisation de ressources humaines interministérielles		<p>Consolidation du partenariat avec les grands producteurs de statistiques : IHE, IHSI.</p> <p>Poursuite de la sensibilisation/formati on sur le suivi des indicateurs de genre</p>

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
<p>➤ Organisation d'un atelier de deux jours autour de l'application de l'ACS à l'adresse des employées des Bureaux Départementaux /(BD) ;</p>	<p>La tenue à Fanny Villa les 27 et 28 avril 2007 de l'Atelier-focus group autour de l'application de l'ACS à l'adresse des employées des Bureaux Départementaux /(BD) ;</p>	<p>Une tendance vers le renforcement de la capacité technique des cadres des Bureaux Départementaux en matière de l'ACS.</p> <p>Une tendance vers l'accroissement de la transversalité du Ministère.</p>	<p>Gdes 334,662.50 Gdes</p>	<p>Coopération Externe</p>	<p>La poursuite de la formation des cadres du Ministère du Bureau central et des Coordinations Départementales.</p> <p>L'application de l'ACS au niveau départemental</p>

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
<p>➤Etablissement de programme conjoint avec le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) pour un enseignement non sexiste</p>	<p>La signature le 16 janvier 2007 d'un Protocole de Collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP).</p> <p>La Mise sur pied le 15 février 2007, du Comité Interministériel.</p>	<p>Une tendance vers le développement d'une synergie entre les deux ministères en vue d'actions coordonnées contre la discrimination à l'égard des filles dans le milieu scolaire.</p>	<p>Mobilisation de ressources humaines interministérielles</p>		<ul style="list-style-type: none"> - L'organisation d'atelier sur les stéréotypes sexuels. - La mise en œuvre de programme d'été de sensibilisation sur les droits des femmes et les stéréotypes sexuels à l'endroit des jeunes dans les dix Départements. <ul style="list-style-type: none"> - L'élaboration et la signature d'un Pacte d'engagement pour l'application des principes d'égalité des sexes dans le milieu scolaire haïtien.
<p>Lutte contre la violence de genre et accompagnement des femmes en difficultés</p>					

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
<p>➤ Organisation d'un Atelier bilan de la Concertation nationale contre la violence faite aux femmes.</p>	<p>La tenue de l'Atelier bilan de la Concertation Nationale contre la violence faite aux femmes les 27-28 mars 2007.</p> <p>L'élaboration de Charte de fonctionnement pour la Concertation Nationale contre la violence faite aux femmes</p>	<p>Une tendance vers l'institutionnalisation de la Concertation Nationale.</p>	<p>Gdes 343,610.00</p>	<p>Coopération Externe</p>	<p>- La poursuite de l'opérationnalisation du Plan National de lutte contre la violence</p> <p>- Le renforcement de la capacité de la table de concertation</p>

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
<p>➤ Accompagnement des femmes victimes de violence et des personnes en situation socio-économique précaire.</p> <p><i>MCFDF / Mars 2007 Bilan janvier à mars 2007</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'orientation de 308 victimes vers les institutions de prise en charge intégrale de la violence spécifique faite aux femmes au niveau des dix départements de janvier à date ; • L'accompagnement légal et psycho-médical des femmes victimes de violence à travers les institutions de prise en charge ; • La subvention des personnes en situation socio-économique précaire (scolarité, loyer, petit commerce, cas de maladie). 	<ul style="list-style-type: none"> o Une tendance vers la réhabilitation et la réinsertion sociale des femmes victimes de violence et des personnes en situation socio-économique difficile. o Des services de réhabilitation et réinsertion sociale des femmes victimes de violence de plus en plus disponibles ; o Un meilleure synergie entre les organes impliqués dans le domaine o La mise en place d'une réponse effective aux difficultés des femmes en situations vulnérables 	<p>Gdes 251,000.00</p> <p><i>Page 29 sur 46</i></p>	<p>Trésor Public</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La poursuite de l'accompagnement des femmes victimes de violence et des personnes en situation socio-économique précaire. - L'accompagnement des femmes en situation de prostitution. - L'opérationnalisation du projet d'investissement public d'Allègement de la Pauvreté des Femmes en montage d'entreprise de pondeuse. - L'élargissement du Projet d'Allègement de la Pauvreté aux dix Départements du pays. - La mise en œuvre du Projet de femmes éleveuses dans les filières de production animale avec l'appui de VETERIMED.

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
➤ Fournir aux victimes de violence un service de prises en charge et d'accompagnement intégral	La mobilisation de fonds pour la mise en place d'une maison d'hébergement pour les victimes de violence conjugale et/ou sexuelle	Les victimes de violence reçoivent un service approprié			
➤ Présentation des résultats de l'étude sur les violences spécifiques faite aux femmes.	La tenue de la présentation à l'Hôtel Montana des résultats de l'étude sur les violences spécifiques faite aux femmes en mars 2007	Une tendance vers une meilleure appréhension de la problématique et à la systématisation de l'accompagnement des femmes victimes de violence.	Gdes 3,960.00	Trésor Public	La dissémination des résultats de l'étude dans les dix départements Appropriation des résultats pour l'action

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
<p>➤ Etablissement de la Gratuité du certificat médical aux victimes de violence</p> <p>➤ Rappel aux juges de l'obligation d'accepter les certificats médicaux émanant de tous médecins patentés autorisés à prêter service</p>	<p>La publication le 18 janvier 2007 du Mémoire du MSPP sur l'obligation faite aux médecins travaillant dans les centres et hôpitaux publics et privés d'octroyer gratuitement un certificat médical aux femmes victimes de violence ;</p> <p>La publication , le 8 février 2007 de la circulaire du MJSP enjoignant les magistrats à accepter tout certificat médical émanant des centres, hôpitaux publics et privés ;</p> <p>La tenue d'une rencontre de travail avec les Juges et les Commissaires de Gouvernement sur la circulaire du MJSP.</p>	<p>Une prise en compte normative de la problématique des violences spécifiques faites aux femmes en particulier par les juges.</p> <p>Le respect de la législation en la matière (Le verdict du tribunal du Cap-Haïtien condamnant violeur à dix ans de réclusion à partir du décret du 11 août 2005.)</p> <p>Une tendance vers la satisfaction des femmes et des organisation de femmes quant à la prise en compte juridique des actes de violence faite aux femmes</p>	<p>Mobilisation de ressources humaines interministérielles</p>		<p>Suivi de l'application du protocole :</p> <ul style="list-style-type: none"> o Discussions avec le MSPP et MJSP sur l'application du protocole ; o Campagne d'information dans les 10 départements o Mise en place de mécanismes de surveillance

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
Education pour une société non sexiste					
<p>➤ Mise en place d'un Site internet permettant aux Haïtiennes et Haïtiens de bien cerner et comprendre l'action gouvernementale dans le domaine de l'égalité des sexes</p>	<p>La construction du site web du MCFDF (www.mcfdf.gouv.ht) en cours</p>	<p>Une prise en compte de la problématique du genre et des conséquences des violences spécifiques faites aux femmes.</p> <p>Une tendance vers l'adoption de discours tenant compte de la dimension genre au niveau du discours de certains acteurs-trices étatiques/non étatiques et des médias en général.</p>	<p>Gdes 23,562.00</p>	<p>Trésor Public</p>	<p>La finalisation de la construction du site ;</p> <p>L'alimentation du site ;</p> <p>Du formation des cadres du MCFDF pour l'entretien du site</p> <p>La Poursuite de sécurisation du réseau informatique du Ministère</p>
<p>➤ Appui du Ministère au lancement de la revue « Anayizz», magazine féminin;</p>	<p>Le lancement de la revue « Anayizz», magazine internationale traitant de tous les aspects de la vie des femmes haïtiennes;</p>	<p>Une tendance vers une meilleure appréciation par le public de l'apport social et historique des femmes.</p>	<p>Gdes 112,000.00 Gdes</p>	<p>Trésor public</p>	

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
<p>➤ Conduite d'une campagne de sensibilisation sur les droits des femmes et contre les stéréotypes sexuels pour la période carnavalesque au niveau des dix départements.</p> <p><i>MCFDF / Mars 2007 Bilan janvier à mars 2007</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • La diffusion de spots. • La production et la distribution de maillots • Productions de matériels d'éducation et de sensibilisation (texte sur la pornographie ; maillots, evenboard) • La sponsorisation de groupes musicaux. • La construction d'un stand pour le Ministère / animation de ce stand avec des messages de sensibilisation ; • L'appui aux coordinations départementales ; • Appui à la campagne de sensibilisation contre violence réalisée par l'Association des Cinéastes haïtiens ; 	<ul style="list-style-type: none"> o Une tendance vers la prise de conscience de la problématique des droits des femmes et les stéréotypes sexuels par le public ; o Une tendance vers l'adoption de comportements sociaux non sexistes. 	<p>Gdes 2,488,388.65</p> <p><i>Page 33 sur 46</i></p>	<p>Trésor Public</p>	<p>Le recrutement d'1 ressource pour la Direction de Promotion et de Défense des Droits des Femmes (DPDDF).</p> <p>La poursuite de la sensibilisation sur les droits des femmes dans les dix Départements.</p>

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
Valorisation de l'apport social des Femmes					

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
<p>➤ Commémoration de la Journée Internationale des Femmes le 8 mars 2007</p> <p><i>MCFDF / Mars 2007</i> <i>Bilan janvier à mars 2007</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • La réalisation d'une exposition dans les dix (10) Départements d'œuvres artistiques des femmes haïtiennes au Musée d'Art Haïtien ; • La réalisation d'un Gala au Ministère de la Culture et de la Communication (MCC) ; • La promotion des œuvres littéraires des femmes haïtiennes au niveau des dix départements en partenariat avec les Centres de Lecture et d'Animation Culturelle du MCC, la Bibliothèque Nationale, Les Librairies et Maisons d'Editions, et des Alliances françaises ; • La tenue d'une rencontre de la Ministre avec les organisations de femmes de la Cité Soleil et de Simon- 	<ul style="list-style-type: none"> o Une tendance vers une meilleure appréciation par le public de l'apport social des femmes ; o Une tendance vers le renforcement de la cohésion des organisations de femmes dans la reconnaissance de l'apport social des femmes. 	<p>Gdes 1,304,307.00</p> <p><i>Page 35 sur 46</i></p>	<p>Trésor Public, Coopération externe (FNUAP, PNUD) et autres sponsors (POZ, CONATEL)</p>	

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
<p>➤ Commémoration de la Journée Nationale du Mouvement des Femmes le 3 avril.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La réalisation de cinq représentations des Monologues du vagin dont une au Cap-Haïtien et quatre à Focal ; • La sensibilisation de plus de 1,200 personnes à la problématique de la violence faite aux Femmes • La tenue d'une rencontre d'échanges des femmes des quartiers en difficultés (Grand Ravine, Cité Soleil, Delmas 2) avec l'auteure des Monologues du Vagin, Eve ENSLER 	<ul style="list-style-type: none"> o Une tendance vers la Réhabilitation et la réinsertion sociale des femmes victimes de violence ; o Une tendance vers le renforcement de la cohésion des organisations de femmes dans la reconnaissance de l'apport social des femmes ; o Une tendance vers une meilleure compréhension de la problématique de la violence spécifique faite aux femmes 	<p>Gdes 502,000.00</p>	<p>Trésor Public et Coopération Externe</p>	

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
<p>➤ Commémoration de la fête du drapeau.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La tenue d'une cérémonie en hommage à Catherine Flon sur la Place de Catherine Flon à Champ de Mars, le 16 mai 2007 ; • L'appui aux Coordinations départementales pour la commémoration de la fête du drapeau. 	<p>o Une tendance vers une meilleure appréciation par le public de l'apport social et historique des femmes.</p>	<p>Gdes 185,000.00</p>	<p>Trésor public</p>	<p>La poursuite de campagne de valorisation de l'apport social et historique des femmes haïtiennes.</p>
<p>Renforcement de l'autorité de l'Etat / Affirmation du leaderships du MCFDF en matière d'égalité de sexe / Représentation Internationale</p>					
<p>➤ Représentation d'Haïti à la 51^{ème} Session de la Division de la Femme des Nations Unies</p>	<p>La participation d'une délégation conduite par la Ministre à la 51^{ème} Session de la Division de la Femme au siège des Nations Unies à New York le 6 mars 2007.</p>	<p>Une appréciation positive des actions gouvernementales en matière de condition féminine par la communauté internationale à travers les institutions de défense des droits des femmes dans le système des Nations Unies et de l'OEA</p>	<p>Gdes 112,500.00</p>	<p>Trésor Public</p>	<p>La poursuite du Suivi des Conventions internationales engageant l'Etat haïtien en matière des droits des femmes</p>

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
<p>➤ Représentation du Ministère à l'Assemblée de la Commission Interaméricaine des femmes (CIM) en avril 2007.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La participation d'une délégation présidée par la Ministre à l'Assemblée de la Commission Interaméricaine des femmes (CIM), tenue au Siège de l'OEA à Washington les 19-20 avril 2007. 	<ul style="list-style-type: none"> o Une appréciation positive des actions gouvernementales en matière de condition féminine par la communauté internationale à travers les institutions de défense des droits des femmes dans le système des Nations Unies et de l'OEA 	<p>Gdes 172,710.79</p>	<p>Coopération Externe</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La poursuite du suivi des Conventions internationales et régionales engageant l'Etat haïtien en matière des droits des femmes - La représentation du Ministère via son Experte nationale à la réunion des Expertes de la CIM du suivi de la Convention sur l'Elimination de toutes les formes discrimination à l'égard des femmes (Convention Belém Do Para) dont est Etat partie Haïti) en juin 2007

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
<p>➤ Représentation d'Haïti à la Conférence régionale des Femmes de l'Amérique Latine et de la Caraïbe</p>	<p>La participation de la Cheffe de Cabinet en représentation de la Ministre à la réunion du Bureau de la Conférence Régionale des femmes de l'Amérique Latine et de la Caraïbe- Santiago Chili, octobre 2006</p> <p>La participation d'une délégation mixte (Exécutif. Législatif et société civile conduite par le MCFDF) à la réunion sous régionale – Antigua, mai 2007</p>	<p>Le leadership du MCFDF est affirmé en matière de droits des femmes</p> <p>L'action du MCFDF bénéficie des derniers apports de la réflexion dans le domaine</p>	<p>Gdes 78,750.00</p>	<p>Coopération Externe (UNIFEM)</p>	<p>La participation d'une délégation mixte, présidée par la Ministre, à la 10^{ème} Conférence des Femmes de l'Amérique Latine et de la Caraïbe à Quito Equateur en aout 2007</p>
<p>Promotion et Défense des Droits des Femmes</p>					

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
<p>➤ Finalisation et transmission du Menu Législatif du Ministère.</p>	<p>La transmission aux parlementaires le 13 mars 2007, du Menu Législatif du Ministère contenant trois projets de loi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le travail domestique. - Le placage. - La filiation (paternité responsable). <p>L'inscription du Menu Législatif dans l'Agenda Parlementaire pour analyse et mise au vote éventuellement.</p>	<p>Une tendance vers une prise en compte par les parlementaires des politiques publiques du ministère en matière de législation sur la condition des femmes.</p>	<p>Mobilisation de ressources humaines interministérielles</p>		<p>La mise en œuvre dans les dix Départements d'une campagne de vulgarisation des projets de loi contenant dans le menu législation en cas de vote du parlement.</p>

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
<p>➤ Développement d'une politique publique de lutte contre le cancer de l'utérus</p>	<p>La préparation d'un atelier avec le Ministère de la Santé Publique et de la Population de réflexion pour une politique publique de lutte contre le Cancer de l'utérus</p> <p>La campagne de sensibilisation et de prévention contre le cancer du sein</p>	<p>Un des problèmes majeur de santé des femmes haïtiennes est adressé au niveau de l'Etat</p>	<p>xx</p>	<p>xx</p>	<p>La réalisation de l'atelier en Juin La poursuite des discussions avec les partenaires pour le développement et l'application de la politique</p>
<p>➤ Allègement de la pauvreté</p>	<p>Le Lancement du projet de renforcement des organisations de bases et de génération de revenu en mai 2007</p> <p>L'octroi de bourses aux fillettes issues des familles socioéconomiques défavorables</p>	<p>Les organisations de bases sont mieux encadrées</p> <p>Des fillettes ont pu poursuivre leurs études</p>	<p>xx</p>	<p>xx</p>	<p>La poursuite des activités du projet</p>

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
<p>➤ Encadrement de groupes de femmes</p> <p><i>MCFDF / Mars 2007 Bilan janvier à mars 2007</i></p>	<p>L'appui ponctuel aux problèmes urgents d'un groupe de prostituées</p> <p>L'encadrement et l'appui ponctuel à des groupes de femmes de cité Soleil et de Grand Ravine</p> <p>La distribution de matériels (machines à coudre et agricoles) aux groupes de femmes</p> <p>La réalisation d'une rencontre de travail avec les organisations de femmes d'Aquin et des environs le 29 janvier 2007</p> <p>La réalisation d'une rencontre de travail avec les femmes marchandes du marché principal de la ville des Cayes en mars 2007</p> <p>L'accompagnement d'un groupe de marchandes pour la construction d'un</p>	<p>Une réponse ponctuelle est fournie à un groupe de femmes marginalisé en difficulté</p> <p>Les liens entre le MCFDF et les organisations de femmes sont renforcés</p>	<p>xx</p>	<p>xx</p>	

Enoncé des activités programmées (A)	Résultats obtenus à date (B)	Impact sur les conditions de vie des populations (C)	Dépenses effectuées par activité (x 1000 HTG) (D)	Provenance des Fonds (E)	Enoncé des activités programmées pour le trimestre juillet / septembre 2007 (F)
➤ Renforcement de la concertation avec les groupes de femmes	Les discussions avec la CONAP et les Femmes victimes Coopératif en vue de l'établissement de partenariat	Une meilleure synergie avec les organisations de la société civile	xx	xx	La poursuite de la concertation
Total des dépenses relatives à ces réalisations			8,113,518.83 Gdes		

Présentation du Bilan Financier

Période du 1^{er} octobre 2006 à mai 2006

Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes a eu à sa disposition pour l'Exercice 2006-2007 un budget de l'ordre de **Quatre Vingt seize Million Cent Quatre Mille Sept Cent Quarante Deux gourdes (96,104, 742.)** ainsi reparti :

1. Du Trésor Public, un crédit de Cinquante et Un million **Neuf Cent Quarante Cinq Mille Sept Cent Vingt Gourdes et 00/100 (51,945,720)** dont :

- **Quarante quatre millions cent cinquante neuf mille vingt deux et 0/100 (44,159,022.00) gourdes**, représente le crédit de Fonctionnement
- **Onze Million, Deux Cent Cinquante Mille Gdes et oo Centime (11,250,000.00)** celui d'investissement.

2. De la Coopération externe un montant de Quarante Million six cent Quatre vingt Quinze Mille Sept Cent Vingt. Gourdes ont été octroyés, par des des agences :

- La Banque Interaméricaine de Développement (BID) d'un montant de **Gdes 1,425,000.00** pour le Renforcement institutionnel ;
- *L'Agence Canadienne de Développement Intégré (ACDI)* d'un montant de **Gdes 39,270,720.00** pour le Renforcement de la capacité des Bureaux régionaux, l'élaboration d'outils techniques pour la mise en place de l'Unité d'Etudes et de Programmation)

La plupart des activités réalisées, proviennent surtout de fonds sollicités à partir de notre politique de recherche de financement externe, en raison de l'insuffisance de Budget alloué au Ministère pour l'accomplissement de son plan d'action 2006-2007 .

Utilisation des Fonds alloués

1. Du Budget de Fonctionnement

Les dépenses encourues du 1er octobre 2006 au 23 mai 2007, se chiffrent a : **Vingt Huit Millions, Deux Cent Quatre Vingt Quatre Mille, Quatre Cent Huit Gourdes et 82 centimes (28,284, 408, 82)** soit **64%** du budget de

fonctionnement quatre mois de la fin de l'exercice ce qui représente une bonne performance budgétaire. Les dépenses sont ainsi réparties :

1.1.	Dépenses dans les régions :	7,548,381,68
1.2	Direction des Droits de Femmes :	2,095,542,35
1.3	Direction de la prise en compte de l'analyse selon le Genre (Gender Mainstreaming) :	,972,184,36
1.4	Direction Générale	3,206,543,40
1.5	Direction administrative	7,430,142,34
1.6	Bureau de la Ministre	6,031,614,69

De l'allocation Budgétaire le Ministère dispose à date d'une balance de **Quinze Millions Huit Cent Soixante Quatorze Mille Six Cent Treize Gourdes et 54 Centimes (15,874,613.54 centimes)**.

2. Du Budget d'Investissement

Des **Onze million deux cent cinquante mille (11,250,000.00) gourdes, Sept Million Sept Cent Cinquante Mille Gourdes (7,500,000.00) gourdes** soit un pourcentage de 67% du budget d'investissement.

Les dépenses encourues du 1er octobre 2006 au 23 mai 2007, à partir du Décaissement du Ministère des Finances, se chiffrent à **Sept Million Neuf Cent Quinze Mille Six Cent Treize Gourdes et 14 Centimes** répartis comme suit :

2.1	Renforcement Institutionnel :	2,435,619.99
2.2	*Allégement de la Pauvreté	
	- Fonds utilisés :	482,379.00
	- Engagés	3,000,000.
2.3	Prise en charge contre la Violence	1,997,615.15

Le montant jusqu'ici décaissé n'a pas permis au Ministère d'être à jour dans son plan d'action, il a du recourir à des ponction sur d'autres projets, lesquels fonds devront être incessamment remboursés.

Le Ministère a pu, jusqu'à date mettre en oeuvre les axes prioritaires définis dans son plan d'action ministériel. Cependant, le montant alloué ne lui permet pas d'atteindre tous les objectifs fixés, notamment le montage du projet pilote de

crédits aux femmes des régions, le renforcement de sa capacité institutionnelle à travers la mise en place **de l'Unité d'Etudes et de Programmation** devant couvrir le déficit technique en planification et en programmation jusque là comblé par les consultant-es.